

<http://gec.venissieux.org/Renovation-Urbaine>



# Rénovation Urbaine

- Lettre des élus -



Publication date: vendredi 15 novembre 2019

Copyright © Elus communistes et apparentés de Vénissieux - Tous droits

réservés

**Tous les Vénissiens peuvent vérifier en se promenant dans Vénissy ou Amstrong que les démolitions, réhabilitations et constructions transforment des quartiers, pour les diversifier, avec des équipements renouvelés, des circulations apaisées donnant leur place aux modes actifs, avec des espaces publics identifiés et respectant les espaces privés.**

Si ces transformations conduisent parfois à des craintes compréhensibles, nous n'oublions pas les innombrables problèmes dénoncés par les habitants et les conseils de quartier de cette ZUP des Minguettes construite à l'économie et jamais terminée, avec des circulations conçues pour la seule voiture, sans sécurisation des déplacements piétons ou modes doux. Nous exigeons les moyens de transformer nos quartiers, pour une vie plus agréable et plus sécurisée. Nous demandons toujours la reconstitution des logements avant leur démolition, principe malheureusement abandonné par l'ANRU.

Nous partageons l'idée du redéploiement de l'offre sociale à l'échelle de la métropole. Nous demandons même un plan basé sur l'objectif pour toutes les communes d'atteindre les 25% dans le prochain mandat. Mais ce redéploiement ne peut conduire à ne plus construire dans les quartiers et les villes populaires. Ne plus construire de logement social neuf dans les quartiers prioritaires, c'est préparer dans 20 ans une nouvelle fracture entre logements neufs en accession et logements sociaux anciens qui concentreront toutes les pauvretés, parce qu'ils seront les derniers îlots de bas loyer. Nous demandons à l'ANRU une dérogation pour les communes comptant plus de 50% de logement sociaux comme à Vénissieux.

Il manque des milliers de logements. La pression continue à augmenter, 6 demandes pour une offre dans la métropole, plus de 4 pour Vénissieux. Il a fallu trois ans pour reloger les locataires de la barre Monmousseau.

C'est le financement de la construction qui est en jeu. L'État ne donne plus un euro pour la construction de logements sociaux, c'était 1 milliard il y a 15 ans. Il ne donne rien non plus pour la rénovation urbaine, c'est la caisse des dépôts (l'épargne des français) et action logement (les salariés) qui financent seuls la rénovation urbaine. Ce retrait complet de l'État conduit à des nouveaux loyers très au-dessus des loyers dans les logements démolis. Pour s'en rapprocher, il faudrait diviser par deux la charge à financer par le bailleur, ce qui suppose de doubler le niveau de subventions. Le financement de la construction est totalement insuffisant et nous demandons une nouvelle fois le retour à une véritable aide à la pierre.

Certains pensent que la rénovation urbaine doit viser une répartition de ces populations pauvres sur d'autres quartiers pour une meilleure « mixité sociale ». C'est une impasse. Elle doit bien sûr permettre aux familles qui le souhaitent d'aller ailleurs, mais ailleurs, on trouve trop peu de logement au même niveau de loyer. La majorité des habitants demandent à rester dans leur ville, souvent dans leur quartier. La loi dit qu'il faut rendre le locataire acteur de sa demande. Nous défendons le droit des habitants à choisir leur quartier, leur type de logement.